COMMUNIQUE DE PRESSE DU 20 MARS 2014

Premier avis annuel de la Fondation IDEA a.s.b.l.

« Le Luxembourg au carrefour décisif : Comment réinventer la croissance sous contrainte budgétaire ? »

Avec la publication d'un premier avis annuel sur la situation et les perspectives socio-économiques du Luxembourg, la toute jeune Fondation IDEA a.s.b.l.[1] entend apporter une voix fraîche au débat sur l'orientation future du Grand-Duché de Luxembourg. Présentée par ses auteurs comme un « avis pas comme les autres », cette première publication du nouveau laboratoire d'idées propose une analyse originale de la situation conjoncturelle nationale et internationale, relève deux défis majeurs pour l'avenir du pays et identifie dix chantiers prioritaires pour assurer un développement économique et social soutenable et redynamiser l'économie du Luxembourg.

Situation conjoncturelle : de la lumière au bout du tunnel ?

Le premier avis annuel d'IDEA commence par une note positive et une mise en garde. D'un côté, il constate une amélioration indéniable de la conjoncture internationale, de l'autre, il souligne l'existence de nombreux risques baissiers pouvant entraver une reprise encore fragile.

Le moteur de l'économie américaine, dont la vitesse de croisière sera proche de 3% en 2014, n'est pas sans grains de sable dans ses rouages : salariés découragés sortis des statistiques du chômage, menace d'un nouveau cul-de-sac budgétaire à moyen terme, marché immobilier encore en souffrance, etc. La vigueur de l'économie japonaise s'est estompée, les importantes hausses fiscales à venir pèseront sur la consommation, et les perspectives de croissance sont insuffisantes pour arrêter l'envolée de la dette publique nippone. Les pays émergents continuent certes d'alimenter la croissance mondiale et d'afficher des taux supérieurs aux pays développés, mais connaissent pour la plupart des défis structurels majeurs qui pèsent sur leur potentiel de croissance. Par ailleurs, ils sont pour certains en proie à des tensions politiques qui pénalisent de fait l'activité. Si la zone euro devrait renouer avec la croissance en 2014, après deux années de recul du PIB, les différentes économies qui la composent continueront d'évoluer en ordre dispersé et elle n'est pas à l'abri d'un nouvel épisode de stress financier causé par les difficultés budgétaires d'un pays de la périphérie… voire du centre.

Et au Luxembourg ?

Economie ouverte, le Luxembourg doit s'intéresser, encore davantage que des pays dotés d'un large marché intérieur, aux bouleversements économiques, sociaux et politiques internationaux. Et dans ce contexte rempli d'incertitudes, le Luxembourg vit un moment décisif.

[1] Voir l'encadré en fin de document pour un descriptif au sujet de la Fondation IDEA a.s.b.l..

Si en 2014, le PIB devrait progresser de près de 3% (à condition que les nombreux risques baissiers qui entourent cette prévision ne se matérialisent), l'économie luxembourgeoise sera sous pression dès 2015, sous l'effet d'un triple choc : d'abord un choc budgétaire avec le changement de régime de taxation du commerce électronique, qui se soldera pour les finances publiques par un manque à gagner estimé entre 700 millions et 1 milliard d'euros; ensuite un choc pour la place financière avec l'introduction de l'échange automatique d'informations bancaires; et finalement un choc pour les entreprises et les ménages avec la hausse de deux points de la TVA. Un triple choc, qui à politique inchangée ne sera pas sans conséquences sur la viabilité des finances publiques, l'activité du secteur financier et la compétitivité des entreprises.

Cette évolution, qui viendra s'ajouter aux séquelles de la crise économique et financière qui a fait chuter la croissance potentielle du Luxembourg, impose au pays de réinventer sa croissance tout en tenant compte de la contrainte budgétaire.

Dans cette perspective, IDEA propose un plan de consolidation budgétaire de 1,5 milliard d'euros, à mettre en œuvre sur la période 2015-2017, afin de se conformer aux obligations européennes en matière de déficits, d'empêcher une forte progression de la dette, et d'éviter une éventuelle dégradation de la note souveraine - garante de la crédibilité et de l'attractivité - du pays. Ce plan de consolidation budgétaire est basé sur une baisse de dépenses bien choisies afin de ne pas étouffer la reprise et des hausses de recettes (dont la hausse de TVA annoncée) qui pourront servir à corriger des effets d'aubaine ou certaines anomalies fiscales, en plus de remplir les caisses de l'Etat.

La consolidation budgétaire devant s'appuyer sur un développement économique vigoureux, l'avis annuel présente également 10 chantiers prioritaires pour accroître le potentiel de croissance de l'économie :

1. Compétitivité : améliorer la compétitivité de l'économie, freiner la perte de parts de marché à l'exportation et pénétrer de nouveaux marchés ;
2. Marché du travail : inciter à l'activité, mettre en place les conditions permettant de remédier à l'inadéquation des compétences, étudier les conditions de mises en place d'un pacte de modération salariale ;
3. Marché immobilier : afficher un objectif volontariste en matière de logements sociaux, prendre des mesures permettant de lutter contre la rétention des terrains et dynamiser l'offre ;
4. Création et transmission d'entreprises : poursuivre la simplification administrative, favoriser fiscalement les investisseurs en capitaux, sensibiliser à la reprise d'entreprises ;
5. Industrie : oser un renouveau industriel en définissant et investissant dans les secteurs industriels d'avenir prioritaires ;
6. Innovation : créer les conditions d'un système ouvert d'innovation (grandes entreprises, PME, Université, CRP), faire du Luxembourg le lieu privilégié d'essaimage de start-up de la Grande-Région ;
7. Égalité des chances : œuvrer pour que la barrière de la langue ne se transforme en plafond de verre, cibler plus efficacement les transferts sociaux ;
8. Dépenses publiques : augmenter la productivité du secteur public, moderniser le cadre de l'action publique et utiliser plus systématiquement des indicateurs de performance ;
9. Image de marque du Luxembourg : faire de l'histoire européenne l'élément principal du renouveau de l'image du Luxembourg et affirmer qu'il n'y a pas plus européen et solidaire de l'Europe que le Luxembourg ;

10. Place financière : préserver les bonnes relations entre les pouvoirs publics et les acteurs de la place, mettre en place un cadre réglementaire et fiscal propice à l'essor de nouvelles activités (Renminbi business, *private equity*, finance islamique, fonds de pension, etc.), gagner de nouveaux clients au-delà du continent européen en capitalisant sur la fin du secret bancaire, accompagner la nécessaire réorientation de la main-d'œuvre des institutions les plus fragilisées par l'échange automatique d'informations.

Le texte intégral de l'avis annuel, une vidéo de présentation de la Fondation IDEA a.s.b.l. et une interview des auteurs de l'avis sont disponibles sur le site www.fondation-IDEA.lu.

La Fondation IDEA a.s.b.l. donne d'ores et déjà rendez-vous à la presse en date du lundi, 5 mai pour une conférence de presse à la Chambre de Commerce, où seront présentés la structure, la philosophie, le fonctionnement et les missions et attributions d'IDEA. Il sera également fourni un tour d'horizon des travaux envisagés à court et à moyen termes. Les détails vous parviendront dans les meilleurs délais.

A propos de la Fondation IDEA a.s.b.l.

IDEA est un laboratoire d'idées autonome, pluridisciplinaire et ouvert, créé à l'initiative de la Chambre de Commerce, et qui a pour mission de mener des réflexions en faveur du développement durable du Luxembourg et de l'intérêt économique général du pays. IDEA souhaite contribuer à l'amélioration de la qualité du débat socio-économique, d'une part, en l'alimentant par des analyses économiques rigoureusement recherchées et documentées et, d'autre part, en proposant des pistes novatrices pour relever les grands défis d'avenir.

IDEA invite le public à discuter contradictoirement les analyses, idées et propositions qu'elle publie et organisera à cet effet régulièrement des conférences-débats, des tables rondes et des ateliers thématiques sur des sujets divers revêtant une importance capitale pour l'avenir socio-économique du Grand-duché de Luxembourg. Les publications, idées et vidéos d'IDEA profiteront d'une large diffusion via les médias sociaux.

Gouvernance

IDEA est administré par un Conseil d'administration (CA) disposant de pouvoirs étendus pour gérer l'association. Il en définit les orientations et les priorités générales en concertation avec le Conseil scientifique (CS). Le CA pourra déléguer, sous sa responsabilité, la gestion journalière à un directeur chargé des affaires courantes.

Le Conseil scientifique (CS), actuellement en cours de constitution, est nommé par le CA pour un terme renouvelable de 3 ans. Il a pour vocation de conseiller et d'accompagner IDEA quant à la pertinence et l'opportunité des projets et activités menés. Il a un droit de regard sur les études, les prises de position et les pistes de réflexion élaborées et approuve les principales contributions mises au point. Il veille à ce que les activités menées s'inscrivent dans les missions stratégique et opérationnelle définies par les statuts. Le CS se prononce également sur la qualité scientifique et méthodologique des travaux. En outre, il intervient dans les travaux de l'association de son initiative propre ou sur demande du CA.

L'Equipe opérationnelle (EO) prépare les travaux et les contributions à élaborer par IDEA. Il incombe à l'EO de transformer les lignes directrices du CA en priorités de travail de l'association et de suivre constamment les avis et recommandations du CS dans le cadre de l'élaboration de ses contributions. Les travaux administratifs et de fonctionnement sont également du ressort de l'EO.

Pour plus d'informations :

Contacts de l'Equipe opérationnelle :

Marc Wagener, tél: 42 39 39 376, marc.wagener@fondation-idea.lu
Michel-Edouard Ruben, tél. 42 39 39 441, michel-edouard.ruben@fondation-idea.lu
Jérôme Merker, tél. 42 39 39 354, jerome.merker@fondation-idea.lu